

teurs ont une notion fort différente sur la façon de diriger le pays depuis qu'ils sont au pouvoir.

Les conservateurs sont des partisans de la théorie des miettes économiques. Ils croient, et le ministre des Finances l'a déjà confirmé, que nous avons besoin «d'un plus grand nombre de riches au Canada». Ils se sont dit, par conséquent, que si une société pouvait utiliser les pouvoirs fiscaux du gouvernement pour enrichir davantage les riches et les aider à réaliser leurs objectifs économiques personnels au sein de la société, cette nouvelle richesse se répercuterait de haut en bas sur leurs semblables et qu'elle profiterait au reste de la population finalement.

Ce n'est pas ainsi que les libéraux voient notre pays. Nous sommes contents que les riches s'enrichissent. Nous sommes heureux de voir que de simples citoyens réussissent ou améliorent leur sort parce que leurs succès favorisent l'essor de l'économie. Mais nous savons bien, de ce côté-ci de la Chambre, qu'en soi, l'enrichissement des riches ne fait rien pour améliorer le sort des simples citoyens et des pauvres du Canada.

Nous n'avons qu'à regarder certains pays qui comptent des gens extrêmement fortunés pour constater que la théorie des miettes ne profite pas au simple citoyen. Ces pays nous en fournissent la preuve. En ce moment, nous voyons au Canada que les riches deviennent de plus en plus riches, que de plus en plus de fortunes sont amassées grâce à l'activité économique et que l'économie crée, dans une certaine mesure, des emplois, mais tout cet argent ne remplace pas les programmes qui s'occupent des Canadiens ordinaires, des pauvres et des régions où le désespoir est de plus en plus grand et en dépit de toutes les statistiques nationales que le gouvernement affiche avec fierté, ce qui montre qu'il manque un élément majeur dans la planification du gouvernement qui nous mène dans une direction où, à mon avis, les Canadiens ne veulent pas aller et où ils ne veulent pas suivre le gouvernement.

Les dispositions de récupération illustrent très bien la situation. Je prends quelques minutes pour expliquer pourquoi nous jugeons la récupération si inacceptable. Mais, à cette époque-ci de l'année, je ne peux pas passer sous silence la situation critique de certains enfants de la société canadienne. La semaine dernière, nous apprenions qu'il y avait à Toronto plus de banques d'alimentation que de restaurants McDonald. Cette manchette est consternante pour les Canadiens et pour les Torontois.

Initiatives ministérielles

Elle révèle qu'à mesure que nous avons vu notre société devenir plus prospère, que nous avons vu réussir les entreprises, et que, chaque mois, plus de Torontois travaillent que le mois précédent, la pauvreté n'a pas cessé de croître dans une ville comme Toronto et au Canada, ce qui est attribuable aux principes mis de l'avant par le gouvernement.

Nous avons dans notre pays un contrat social que le gouvernement ne respecte pas. C'est un contrat que les Canadiens nantis comprennent très bien: nous travaillons, nous payons nos impôts et nous jouissons des avantages que nous offre la société canadienne en croyant sincèrement—ce qui a cessé d'être vrai mais qui devrait l'être—que nous prenons soin les uns des autres et que, lorsque j'amène mes enfants célébrer un anniversaire avec tous nos amis et que nous nous amusons, le système que nous appuyions jadis s'occupe des besoins des membres les plus démunis de notre société. Il nous est difficile de nous sentir responsables du bien-être des habitants de pays éloignés qui souffrent tant, mais il n'en va pas de même pour nos citoyens canadiens. Loin de donner l'exemple d'une société humanitaire au Canada, le gouvernement, malgré la prospérité qui nous entoure, nous éloigne de plus en plus de l'essence du canadianisme, qui fait que le Canada est un merveilleux pays où il fait bon vivre, où nous pouvons jouir de nos succès et de notre prospérité dans les milieux aisés, en sachant que personne ne souffrira et qu'aucun enfant canadien n'ira se coucher avec la faim lorsque mes propres enfants assistent à des fêtes d'anniversaire.

Il s'agit d'une très grave atteinte à l'élément fondamental du canadianisme. J'exhorte les ministériels à y réfléchir lorsqu'ils voteront sur cette cruelle mesure de récupération à laquelle je vais consacrer les quelques minutes qui me restent.

Lorsque j'ai commencé à payer des impôts, il y avait sur la formule une petite ligne intitulée «impôt de sécurité de la vieillesse de 3 p. 100». Je l'ai payé, comme des millions d'autres Canadiens. Nous savions qu'en le payant, nous recevions une pension de vieillesse à l'âge de la retraite—j'en suis encore loin, mais c'est important. Ce qu'il y a de plus frauduleux dans l'exposé du gouvernement, c'est qu'il soutient fermement qu'il honore cet engagement en dépit de l'amendement proposé aujourd'hui. Les ministériels disent avec le plus grand sérieux aux Canadiens, qui contribuent depuis des années à